

3 mars 1948

PRIX : 4 francs
L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES
La Voix des Travailleurs – ORGANE DE LUTTE DE CLASSE

LE BUT ET LES MOYENS

Si les événements de Prague ont grandement inquiété les travailleurs, ce n'est pas qu'ils se soient laissés impressionner par les lamentations hypocrites des soutiens de Franco et du roi de Grèce sur la fin de la "démocratie" tchécoslovaque. En effet, la démocratie capitaliste (et celle de Benès en était une) a-t-elle jamais assuré le pain à celui qui travaille ?

C'est pour une autre raison que leur émoi est grand. Cette crise est un nouveau coup porté à leurs espoirs d'une trêve durable entre les grandes puissances militaristes, elle représente – comme tous les autres événements diplomatiques, économiques ou politiques – un pas vers la guerre et non pas un effort vers la paix.

C'est cette même crainte de la guerre qui, par ailleurs, tempère l'enthousiasme de ceux qui voient, dans ces changements intervenus en Tchécoslovaquie, la naissance d'une forme nouvelle – meilleure – de la démocratie et l'avènement des travailleurs au pouvoir.

Car la presse du "bloc oriental" n'a pas manqué, cette fois-ci non plus, de "consoler" les travailleurs avec le même conte bleu : ce que Moscou fait, c'est "la marche vers le socialisme", et on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs !

Cependant, cet aspect, soi-disant progressif du coup d'Etat stalinien en Tchécoslovaquie, n'est qu'une funeste illusion. Elle ne repose que sur le tapage fait par la presse (y compris L'Humanité) autour des "milices" qui ont fait leur apparition au plus fort de la lutte et qui auraient décidé de son dénouement.

Que ce soit la présence à Prague de ces hommes armés et la pression de l'appareil syndical tchèque qui aient contraint Benès, le président de la "République des exploités", à s'incliner devant Gottwald, secrétaire de la "République des bureaucrates" (le P.C. tchèque) cela est incontestable : les choses ne sauraient se passer autrement que par la violence dans une société divisée en classes. Mais ces hommes en armes et ces "responsables syndicaux", même venus des usines, ont-ils agi pour la classe ouvrière ?

Nullement ! 24 heures auparavant, les travailleurs tchèques ne se doutaient pas de ce qui allait se passer. Les ministres démissionnés par Gottwald, chef du gouvernement, collaboraient avec lui depuis l'effondrement de la domination hitlérienne ; la Tchécoslovaquie, gouvernée par le "Front national", leur était présentée comme le meilleur des mondes ; et c'est en son nom que toute initiative vraiment démocratique révolutionnaire des travailleurs tchèques était réprimée. Tout comme en France les travailleurs ne savaient pas la veille du jour où ils se brouillèrent, que De Gaulle, le porte-drapeau du P.C.F. sous la résistance, était un fasciste et un traître !

Mais si la majorité des travailleurs tchèques n'a pas été préparée, matériellement et idéologiquement, à l'action qui devait être engagée, la mobilisation par le P.C. tchèque d'une minorité de travailleurs enrégimentée par lui, n'a rien de commun avec une lutte progressive et émancipatrice.

"L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes", proclame le socialisme

scientifique. Elle ne peut, EN AUCUN CAS, résulter d'actions où son rôle se borne à assister, plus ou moins passivement, aux entreprises d'une minorité dont la portée des buts et le choix des moyens leur échappent complètement.

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

POUVOIR D'ACHAT ET DEPENSES MILITAIRES

L'hypocrisie capitaliste est sans mesure.

Au gouvernement, au "Conseil économique", on fait mine de discuter s'il convient ou non d'accorder une nouvelle augmentation de salaires, ou d'organiser la baisse ; tandis que, dans la pratique, d'une part, des usines comme Renault n'ont même pas encore versé aux ouvriers l'augmentation accordée au 1er décembre de l'année dernière, et que, d'autre part, les prix ne font que monter ; non seulement des légumes et de la viande, mais il est question aussi de majorer le tarif du métro.

Mais si, sur la question des salaires et des prix, on discute depuis des mois et des années, sans autre résultat que la ruine toujours plus poussée du pouvoir d'achat des masses laborieuses, il est des mesures devant lesquelles le gouvernement n'hésite pas à prendre des décisions que personne ne discute, malgré la gravité de leurs conséquences, et auxquelles le Parlement lui-même n'a rien à voir.

C'est ainsi que le gouvernement vient de décréter le maintien sous les drapeaux de la classe 47 pour trois mois de plus, et le rappel de la classe 48. La charge écrasante à laquelle se montent les dépenses directes pour les crédits militaires est de 300 milliards de francs par an.

Qui couvre ces frais considérables ? Ce sont les ouvriers, les paysans, les classes moyennes. Et ce sont ces frais qui, en provoquant l'inflation, sont cause de la ruine de leur pouvoir d'achat.

Les seuls qui ne sont pas ruinés par ces dépenses improductives, ce sont les capitalistes, les gros industriels, qui vivent au contraire des commandes de guerre et s'en enrichissent.

Vis-à-vis des patrons et des capitalistes, profiteurs de ce qui fait la ruine de la nation, les ouvriers, exploités et pressurés plus que tout autre, ont donc raison de revendiquer la hausse de leurs salaires.

Seulement, les dépenses inflationnistes de guerre de la bourgeoisie réduisent à néant les augmentations nominales obtenues.

C'est pourquoi, pour être victorieuse, la lutte pour de meilleurs salaires doit être menée sur tous les fronts à la fois. Avec la lutte pour l'échelle mobile, et la lutte pour le contrôle ouvrier sur les prix, c'est la lutte pour la démobilisation immédiate des classes libérables, pour la réduction immédiate et massive du budget de guerre, qui décide également du pouvoir d'achat des salariés et du niveau de vie des masses travailleuses.

SI TU VEUX LA PAIX PREPARE... LA REVOLUTION

Avec le prétexte offert par l'affaire tchécoslovaque, la campagne pour la guerre est entrée dans une nouvelle phase. Les représentants des colosses militaristes ne se gênent plus. Une propagande délibérément destinée à affoler les peuples est en cours : nous serions à la phase dite de "Munich" ; sous peu la guerre sera là ; il faut se coaliser, il faut armer, il faut instituer un régime "fort" pour faire face au "danger intérieur", il faut travailler toujours davantage...

Il faut, il faut ! Mais toutes ces exigences pèsent sur les travailleurs tandis que les marchands de canons s'enrichissent.

Et partout la course aux armements fait des bonds inouïs, partout on renforce le contrôle de l'Etat policier sur le peuple, partout l'appareil militaire enfle de plus en plus.

Pour intéresser les peuples à toute cette folie criminelle, ils invoquent tout naturellement l'argument classique : "Etre forts, voilà qui fait reculer l'ennemi !" Seulement, comme chaque gouvernement applique cette maxime, son seul résultat pratique c'est d'accélérer la course vers l'abîme, c'est de hâter la marche de l'humanité vers son anéantissement.

La sagesse des classes privilégiées "si tu veux la paix, prépare la guerre" était justifiée quand il s'agissait de défendre, avec leur domination, le développement de toutes les classes de la nation. Maintenant, il ne s'agit plus, dans la guerre, que de pillage des peuples coloniaux, perte de toutes les libertés, appauvrissement inouï et chute dans la barbarie.

Les capitalistes poussent à la guerre parce que de toutes façons leur sort en est jeté par l'histoire. Ils sont condamnés à être renversés par la classe ouvrière ; dans la guerre, s'ils ne peuvent se sauver, ils empêchent au moins les travailleurs de remplir leur mission historique. Pour eux, la guerre est un moindre mal.

Les travailleurs sont pleinement avertis. Ils savent ce qui les attend de la part de leurs dirigeants. S'ils ne veulent s'exposer à nouveau à des maux sans nom, ils doivent œuvrer sans relâche au renversement des capitalistes. A la place de la course aux armements, la lutte pour le salaire vital ; à la place de l'oppression des peuples coloniaux, la lutte pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; au lieu de la course à la guerre, la course à la révolution. Il faut remplacer la sagesse antique des classes privilégiées par ce qui est la raison d'être de la classe ouvrière : "Si tu veux la paix, prépare... la révolution."

A. MATHIEU

LA C.G.T. ET LE "MINIMUM VITAL"

Chaque fois que la C.G.T. avance un nouveau chiffre pour le minimum vital (le dernier en date étant de 12.900 francs), elle ne manque pas de faire remarquer que "personne ne peut contester que ce soit là un minimum".

Mais en décembre 1946 déjà, la C.G.T. avait fixé le salaire minimum vital à 103.800, spécifiant que c'était là la limite au-dessous de laquelle on ne pouvait descendre sans risquer de mettre en péril la santé et les capacités de production des travailleurs. Or, cela ne l'a pas empêchée, quelques jours après, de céder à la pression gouvernementale et patronale et de réduire de 20% ce qu'elle reconnaissait comme le minimum, pour le rabaisser à 84.000 francs !

Aujourd'hui, non plus, personne ne peut contester que 12.900 francs par mois soit un minimum, puisque, même avec cette somme, l'ouvrier n'arriverait pas à manger à sa faim.

Mais quelle garantie avons-nous que la C.G.T. soit plus disposée qu'en décembre 1946 à lutter réellement pour défendre ce que tout le monde reconnaît comme un minimum de crève-la-faim ? Aucune, surtout si l'on en juge d'après le zèle unanime avec lequel, chez Renault, par exemple, direction et C.G.T. mènent en ce moment campagne, coude à coude, pour la défense de l'industrie automobile française ! Dans son numéro du 26 janvier 1948, L'Acier écrit : "Défendons notre usine, défendons l'automobile française ! Aux volontés américaines, opposons, dans l'union la plus large, afin de sauvegarder notre pain et notre indépendance, un puissant comité de défense de l'industrie automobile française ! De son côté, M. Lefaucheur, directeur de la Régie, tient un langage identique dans son bulletin de janvier-février 1948 : "Tenons les cadences... C'est le moyen dont nous disposons à la Régie pour contribuer au redressement de la situation de notre pays, pour lutter contre le danger, chaque jour plus menaçant, de la concurrence anglaise et américaine".

Comme on le voit, patronat et C.G.T. continuent à poursuivre le même but : "sauvegarder l'industrie française". Et en régime capitaliste, il n'y a qu'un moyen pour protéger une entreprise contre la concurrence d'une autre. Ce moyen, c'est de réduire au minimum le salaire ouvrier, tout en poussant la cadence au maximum.

Le patronat, donc, est conséquent avec lui-même en continuant sa politique anti-ouvrière de réduction des salaires et d'augmentation du rendement.

Mais la C.G.T. ment effrontément en avançant des chiffres sur un soi-disant minimum vital. Comme par le passé, comme en décembre 1946, elle n'hésitera pas à jeter par-dessus bord ses revendications, dès que le patronat acceptera le front unique qu'elle ne cesse de lui proposer "pour la défense de l'industrie française".

P. BOIS

JUSTICE DE CLASSE

Trois mois après la grève de novembre, le gouvernement traîne encore des ouvriers devant les tribunaux et les jette en prison.

Chez Renault, des membres de la C.G.T. sont poursuivis pour homicide parce que, dans la bagarre à laquelle ils ont participé chez Salmson (où ils étaient allés faire débrayer les ouvriers), un agent a été tué.

Mais il n'y a pas homicide quand la police, sur l'ordre du gouvernement, matraque, mitraille, torture, assassine des ouvriers, par centaines, dans de simples grèves ou manifestations de rues, comme cela s'est encore produit, ces jours derniers, à Marseille.

Au contraire, ce sont là les méthodes en vigueur et on les pratique sur toute l'échelle. Le plus petit incident est l'occasion, pour les policiers, d'exercer leur talent de tortionnaires. C'est ainsi qu'il y a environ deux mois, dans le Nord, un ouvrier, pour avoir volé un lapin, était battu jusqu'à ce que mort s'ensuive. Il y a quelques jours, un employé du parc d'artillerie de Valence, arrêté au cours d'une altercation un peu vive avec une ouvreuse de cinéma, succombait, à l'hôpital, le lendemain, des suites d'un passage à tabac en règle, administré au commissariat. Dans le premier cas, l'inspecteur de police, responsable de la mort, s'en est tiré avec 4.000 francs d'amende ; dans le second, le brigadier a été révoqué... autrement dit, déplacé !

Ces deux exemples prouvent suffisamment que si ces méthodes sauvages sont si largement pratiquées, c'est parce qu'elles sont couvertes par la loi. La soi-disant "justice" n'est qu'une justice de classe.

Devons-nous revendiquer la prime d'ancienneté ?

De nombreux ouvriers sont partisans de la revendication de la prime d'ancienneté. Puisque le personnel mensuel a droit à cette prime, puisque, dans beaucoup d'usines, toutes les catégories de travailleurs la touchent, pourquoi tous les ouvriers à l'heure n'en bénéficieraient-ils pas ?

Si les ouvriers réclament les primes d'ancienneté en même temps qu'ils combattent les primes de production, c'est qu'en réalité une prime de production exige d'eux un effort supplémentaire, tandis que la prime d'ancienneté est un avantage auquel ils ont droit automatiquement au bout d'un certain temps de travail dans la même usine.

La C.G.T. est contre la prime d'ancienneté, sous prétexte qu'elle lie l'ouvrier à l'entreprise. Pure hypocrisie de la part d'une organisation qui s'est montrée le défenseur le plus acharné des primes de production !

Nous sommes contre le système des primes, quelles qu'elles soient ; mais nous sommes aussi contre le salariat. Est-ce une raison pour abandonner toute revendication de salaire ? De la même façon, devons-nous renoncer à revendiquer aucune prime ?

Quand un ouvrier fait un travail insalubre, quand il travaille dans l'huile, il a droit à une prime. Un ouvrier qui travaille depuis des années dans une usine a droit, au même titre qu'un mensuel, à la

prime d'ancienneté.

CHEZ RENAULT

RESULTATS DES ELECTIONS PARTIELLES de délégués du 24 février 1948

On comprend pourquoi L'Humanité qui fait tant de tapage toutes les fois qu'elle a l'occasion de montrer qu'elle a infligé une défaite à Force Ouvrière, ait complètement passé sous silence le résultat de ces élections. Cependant chez Renault, tous les candidats F.O. ont été battus. Mais les chiffres montrent avant tout que l'influence du S.D.R. est maintenue intacte depuis la grève de mai ; ils montrent que la C.G.T. peut bien triompher de F.O., qui est une agence gouvernementale et patronale concurrente, mais qu'elle ne peut pas triompher d'une organisation, cependant «petite» des ouvriers de base, qui exprime réellement leur volonté.

On comprend aussi que L'Acier, comme par hasard, ne soit pas paru cette semaine, pour ne pas être obligé de commenter ces résultats. Car comment expliquer aux ouvriers que la «grande C.G.T.» n'ait recueilli en moyenne que 47% des voix à peine ?

Départements	Inscrits	Votants	nuls	CGT	FO	Abstentions	abst. + nuls	observations
6	844	275	32	243	0	569	71%	titulaires
18	195	54	3	46	6	141	73%	suppléants
76	206	124	14	73	32	82	46%	titulaires
72	360	272	23	192	67	88	31%	suppléants
46-47	434	332	23	250	69	102	29%	titulaires
38	680	550	46	324	180	130	26%	suppléants
20	175	143	11	94	28	32	26%	suppléants
74	729	594	40	384	170	135	24%	suppléants
19-34	424	298	15	167	116	126	22%	suppléants
32-25	316	266	20	160	86	49	21%	titulaires
5	299	252	18	124	40	47	20%	titulaires
4	238	211	12	161	33	27	17%	suppléants
17	163	147	9	63	70	16	13%	suppléants
total	5062	3518	266	2361	936	1544	35,4%	
pourcentage				46,6%	18%			

Les ouvriers du département 18 ne veulent pas d'un délégué non élu par eux

Par une pétition portant cent vingt-six signatures, les ouvriers du département 18 viennent de protester, auprès de l'inspection du travail, contre les manigances électorales qui ont abouti à leur imposer un délégué élu par quarante-six votants sur cent quatre-vingt-quinze.

Les ouvriers réclament l'annulation de la décision arbitraire de la direction, qui a fait voter dans un même collège deux départements qui n'ont rien de commun, le 17 et le 18, alors que le 18 a toujours été rattaché, jusqu'à la grève de mai, au département 6.

Cette décision arbitraire a abouti au résultat suivant : le candidat cégétiste, battu au département 17 par le candidat F.O., battu au département 18 par l'abstention massive des ouvriers au premier tour,

est cependant élu avec 31% du total des voix des deux départements. Il a été proclamé délégué du département 18 où il ne recueille que 24% des voix !

Les ouvriers du département 18, qui réclament l'annulation du vote, ont chargé le S.D.R. de défendre leurs intérêts auprès de l'inspecteur du Travail.

La pratique montre le caractère antiouvrier de la loi sur les délégués en vigueur, et le sens démocratique de la revendication du S.D.R. du scrutin nominal et par département.

Aux dernières nouvelles, nous apprenons que l'inspecteur (patronal) du Travail refuse de prendre en considération la protestation des ouvriers du 18, en leur opposant une fin de non-recevoir. Il les renvoie en une "action en justice". M. l'Inspecteur du Travail voudrait bien faire enliser les ouvriers dans le marais de la procédure.

Mais les ouvriers savent comment procéder avec les capitalistes, ils savent se battre avec leurs propres armes. Ils en ont de nombreuses, et ne manqueront pas d'en faire usage au moment opportun pour battre en brèche l'action antidémocratique du patronat.

LA DIRECTION DISPOSE DES OUVRIERS

Au département 49, le mois dernier, de nombreux ouvriers étaient mutés par "manque de travail". Or, aujourd'hui, on voit les ouvriers de ces ateliers travailler de 6 h.30 du matin à 6 heures du soir pour rattraper, soi-disant, le retard dû au ralentissement du mois dernier.

Ainsi, le patron manœuvre les ouvriers comme des pantins. De même qu'on avait vu, au département 6, la direction proposer de venir travailler un jour de repos pour rattraper les heures perdues par des ouvriers qu'elle avait congédiés en plein après-midi, à 15 heures, pour arrêt de moteur. De même, on voit au 49 que le manque de travail du mois dernier a été un bon prétexte pour déplacer les éléments "indésirables".

Adresser toute correspondance, abonnements et mandats par poste à JEAN BOIS, 65, rue Carnot, Suresnes (Seine)

Rendez-vous de 18h à 20h : café-tabac «Le Terminus»
angle r. Collas av. Edouard Vaillant. M° Pont-de Sèvres